

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Vous avez souhaité que dans le cours de vos débats aujourd'hui, un artiste soit présent et vienne témoigner des menaces qui pèsent actuellement sur la culture. C'est donc à l'invitation de Claude Bartolone, président du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, que je suis ici devant vous, comédien, metteur en scène, directeur depuis 12 ans maintenant d'une des plus belles maisons de théâtre issue de la décentralisation et fondée dans les années 60 par Gabriel Garran : le Théâtre de la Commune, Centre dramatique national à Aubervilliers en Seine-Saint-Denis.

Témoigner des menaces qui pèsent sur la culture est hélas assez facile. Je peux vous décrire minutieusement les obstacles qui d'année en année et notamment depuis que l'actuel gouvernement est en place, s'accumulent pour rendre plus difficile une mission pourtant clairement définie par un contrat qui porte à son en-tête les insignes de la République française : produire et créer des œuvres ambitieuses, élargir sans cesse et autant que possible l'accès du plus grand nombre à cette part indispensable d'humanité que représente la parole des poètes dramatiques, anciens et nouveaux, de toutes les couleurs et de tous les horizons.

Voilà l'ambition qui tous les jours, d'une saison à l'autre, conduit à leur poste les 25 travailleurs permanents du Théâtre de la Commune et moi-même, les nombreux intermittents que nous associons à notre action, les artistes et les techniciens qui nous rejoignent chaque année et oeuvrent avec leur haute compétence, chacun dans son domaine particulier, à la création d'un moment d'échange et de partage. Pour les musiciens, ce sera leur concert, pour les peintres leur exposition, pour les cameramen leur image, pour les chercheurs leur découverte, pour les écrivains la page blanche remplie, pour les enseignants le cours qu'ils dispensent, pour nous la représentation théâtrale.

Je peux et dois revenir bien sûr plus précisément sur la menace que font peser sur l'action artistique les dernières manœuvres – on dit réformes – concernant la fiscalité locale avec la suppression de la taxe professionnelle et celle de la clause de compétence culturelle qui mettent en danger les collectivités locales dans le soutien considérable qu'elles apportent à l'art et à la culture. Et pour ma part, là où je me trouve, je ne peux que saluer l'attention et l'aide économique apportées jusqu'ici au Théâtre de la Commune par la Municipalité d'Aubervilliers et le Conseil général de la Seine-Saint-Denis, quelles que soient les majorités de gouvernement, communiste puis socialiste, qui s'y sont succédées. Je remercie aussi en passant la Région Ile-de-France, cher Jean-Paul Huchon, qui donne de temps en temps un coup de main. Si ce soutien venait à manquer, mesdames et messieurs, nous entrerions dans des difficultés qui pourraient vite devenir insurmontables, l'asphyxie dont nous sentons l'oppression néfaste et dont nous combattons quotidiennement la lourdeur, deviendrait vite paralysie. C'est pourquoi j'ai signé sans hésiter l'appel lancé par Claude Bartolone à l'issue de la réunion qu'il a organisée, il y a quelques semaines, à la Maison de la Culture de Bobigny.

Nous étions nombreux à cette réunion, des plus fragiles associations culturelles jusqu'aux institutions mieux pourvues mais aussi touchées. L'appel eût beaucoup de signataires, il peut en recevoir encore, ce qui exprime clairement l'ampleur et le partage de l'inquiétude, la nécessité ressentie de réagir et de se battre. On peut donc faire reculer le pouvoir sur certains points. Je salue d'ailleurs au passage l'entêtement et la pugnacité des représentants de notre profession, SYNDEAC et ACID, qui ont obtenu récemment le dégel de la réserve budgétaire de 5%. On nous dit que c'est une goutte d'eau, certes, mais jusqu'à présent le Ministre de la culture et de la communication – ce qu'il en reste du moins – est le seul à en bénéficier et je ne sais pas que nous devions ce privilège à notre seul ministre. Ils ont

obtenu in extremis du Président de la République lors de ses vœux aux artistes – bonne année !... – de ne pas retirer la compétence culturelle aux collectivités locales. Promesse solennelle qu'en vertu d'une de ses plus chères habitudes, il pourrait ne pas tenir, mais promesse quand même dont je sais bien qu'elle ne signifie pas grand chose si elle n'est pas accompagnée des moyens financiers nécessaires à l'application de cette compétence, mais dont nous prenons acte et sur laquelle notre profession doit se fonder pour exhorter nos Municipalités et nos Conseils généraux à ne pas céder aux tentations trop prudentes de la prévision. Si je dis ceci, c'est que quelques uns de mes camarades m'ont signalé que dès 2010 certains Départements se sont déjà résignés à des restrictions budgétaires sur la culture qui devraient pourtant – en vertu du calendrier – ne s'imposer qu'à partir de 2011. Trop de prudence parfois nuit, vous vous en doutez bien, quand elle vient amputer sans avertissement et dans une conjoncture économique déjà serrée, 10 ou 20% de budgets déjà engagés. N'y aurait-il pas là – pour des esprits chagrins, vite inquiets et toujours soupçonneux envers le politique comme le sont trop souvent ceux des artistes et des gens de la culture – le signe d'un empressement à considérer finalement qu'un peu moins d'argent ne nuirait pas à l'expression de l'art souvent trop nantie, surtout en temps de crise.

Voilà bien une des menaces les plus insidieuses que je ressens et dont je veux témoigner devant vous puisque vous m'avez demandé de venir. La crise vient à point et donne trop d'alibi à trop de monde, à droite et parfois à gauche. La crise permet aux industriels et à leur gouvernement de justifier par l'urgence et la nécessité un changement radical de société, une sorte de révolution libérale qui met l'argent au centre des valeurs sur lesquelles devrait désormais se fonder notre existence : des riches plutôt plus riches, admirables et admirés pour leur richesse et le profit qu'ils en tirent, des pauvres plus nombreux et plus pauvres, toujours plus coupables d'un manque de performance sociale, une société éparpillée, le nez dans le guidon, soumise implacablement à la fatalité économique, hommes et femmes couchés.

*« Il y aura toujours (cependant) ce moment prodigieux où l'espèce de demi-gorille, levant les yeux, se sentit mystérieusement le frère du ciel étoilé ».* Voilà précisément ce que la « crise » rendrait impossible et ce serait dommage puisqu'il s'agit précisément dans cette fraternité entre la bête et la constellation d'un geste culturel par excellence, du moins tel que l'entendait André Malraux en prononçant cette phrase lors de l'inauguration de la Maison de la Culture de Bourges, une des premières pierres de la citoyenneté culturelle française. *« Le destin est là avec la naissance, la vieillesse, la mort »* écrivait-il encore. Ajoutons-y la pauvreté, la maladie, le chômage et quelque chose est là aussi qui est cette communion étrange de l'homme avec quelque chose de plus fort que ce qui l'écrase. En fait, c'est ça la culture, relever la tête, se redresser. Du moins, c'est celle que nous souhaitons défendre, pas celle du temps libre, du divertissement, du vertige et de l'oubli, pas davantage celle du remplissage académique, du remplissage des têtes bien faites ou faites sur mesure. La culture, c'est la résistance, c'est le mouvement de la pensée et de l'imaginaire aussi nécessaire que la nourriture quand on a faim. *« Dieu merci, susurrail Jean Vilar en 1951 à Suresnes, chez les pauvres, il y a encore certaines gens pour qui le théâtre est une nourriture aussi indispensable que le pain et le vin. »*

Ne nous y trompons pas, la théorie des priorités est un pari perdant. L'urgence est trompeuse, tout est urgent en même temps pour tout le monde afin de pouvoir rester des citoyens à part entière.

La « crise » est dangereuse parce qu'elle augmente toutes les pénibilités de l'existence mais aussi - et peut-être d'abord - parce qu'elle use nos capacités d'utopie ; on s'essouffle, on s'adapte, on se laisse peu à peu contaminer par le vent de la raison économique qui souffle fort ces temps-ci. On est à l'écoute du monde « réel », on oublie notre grandeur et nos ambitions qui font le monde vrai. A droite, c'est dans l'ordre des choses. Mais à gauche ?

Voilà pourquoi, s'il est important de témoigner des dangers qui menacent actuellement l'art et la culture à cause d'une vaste stratégie de démantèlement mise en place par le pouvoir, il est non moins important pour agir et se battre, d'être d'accord sur la vraie place que l'art et la culture doivent occuper dans un pacte social, sur les moyens économiques incompressibles qu'il faut coûte que coûte, et malgré les embûches à venir, préserver pour ne pas en faire une peau de chagrin.

La culture ce n'est ni un festival de temps en temps, ni une nuit blanche par ci, une journée folle par là, un défilé de créateur, c'est l'action têtue et permanente de rendre à la fois exceptionnel et familier le besoin de se voir et de voir le monde à travers les œuvres, c'est de pouvoir se sentir dans le monde, au cœur de sa vie quotidienne, au travail comme au repos. C'est la possibilité de lier toujours dans le cours de son existence la pensée et l'action, la raison et l'imaginaire pour se sentir vivre mieux. « *Escorte la vie d'un songe, disait Andrée Chedid, où s'accroît ton espace, où veille ta liberté* ».

Les artistes quand ils s'engagent dans une action de service public ont donc besoin d'outils stables et permanents, de moyens qu'on a trop vite fait de croire exorbitants alors qu'ils sont en réalité dérisoires, quand on les mesure à l'aune des budgets de l'Etat, des Régions ou des Départements. Alors qu'ils produisent tant de richesses, non seulement en termes de travail, d'emploi, de recettes mais surtout en termes de progrès et de civilisation.

Au-delà de ces moyens indispensables, ils ont surtout besoin que leur action soit considérée comme vitale dans l'élaboration d'un projet d'émancipation sociale. Je reviens à Malraux, même si je sais que par les temps qui courent et aux yeux de nos modernes technocrates de la culture, il n'est guère de bon ton de s'y référer : « *Là est la suprême grandeur de l'art. Tout ce que nous défendons, ce n'est pas d'avoir des tableaux ou des chansons agréables ou pas agréables, c'est la métamorphose la plus profonde de l'être humain* ».

Pour soutenir cette exigence fondamentale, exorbitante mais incontournable, pour la défendre des menaces que fait peser sur elle le manque d'ambition des politiques culturelles frappées à l'œuvre de la démagogie ou du seul esprit comptable, de nombreux et vrais artistes sont prêts à se mobiliser aux côtés des hommes et des femmes qui en politique se veulent en charge d'imaginer et de préparer l'avenir. Ils seront des amis vigilants, attentifs et exigeants. Et puisque je parle de mobilisation, permettez-moi cette dernière interrogation avant de terminer : pourquoi en sommes-nous là ? Atterrés par l'ampleur de la démolition, anxieux de voir la République et ses trois mamelles, liberté, égalité, fraternité, mises à mal sous les coups de boutoir des affairistes menés par le Maire de Neuilly déguisé en présidentiable ? Nous le voyions venir, il n'était pas un inconnu et c'est pourquoi, conscient du danger dans tous les domaines, mais aussi dans le mien dont vous m'avez demandé de venir vous parler aujourd'hui, craignant un avenir catastrophique et n'étant ni militant du parti socialiste, ni d'aucun autre parti de gauche, au milieu ou aux extrêmes, mais simplement un artiste de la République engagé depuis tant d'années dans ce travail passionnant et difficile, je suis sorti de ma réserve, de l'obscurité protectrice des plateaux sur lesquels je passe tant de temps à tisser avec mes compagnons le fil des histoires qu'on vous raconte au nom de l'imaginaire et de la pensée, je suis sorti de ces songes et quelques autres avec moi pour soutenir publiquement et sans réserve le seul candidat de gauche – c'était une candidate si je me souviens bien – susceptible de barrer le chemin à une droite rassemblée, offensive mais minoritaire dans notre pays. Cette candidate aurait dû gagner, elle a perdu. Pourquoi ? Aurions-nous sous-estimé la catastrophe au nom d'intérêts particuliers, de calculs d'appareil, d'ambitions personnelles ? Voulions-nous à toute force l'épreuve du pire ?

Si elle avait gagné, où en serions-nous aujourd'hui ? La vie ne serait sans doute pas toute rose – excusez-moi pour la couleur – la crise aurait eu lieu quand même et il n'y a pas de dirigeant parfait mais je veux croire que nous n'aurions pas devant nous ce mur impénétrable contre lequel souvent nous cognons nos têtes. Et voilà qu'à l'approche du prochain tour de piste, rien ou presque n'a changé, même vertige, même cécité, même absence d'un front commun et d'un projet susceptible de briser le mur. Quel sera alors le ou la prochain(e) désigné(e) pour perdre ? Alors je le dis en toute simplicité avec une modeste colère, à tous les dirigeants de votre parti et à ceux de la gauche éclatée, au nom des artistes obscurs, des progressistes anonymes, des chômeurs sans voix, des orphelins d'une république digne de ce nom, au nom de nombreux militants que je ne connais pas mais dont je me dis parfois qu'ils doivent souffrir énormément, je dis simplement : ne recommencez pas, s'il vous plaît.

Merci de votre attention,

Didier Bezace

Intervention à la Mutualité  
Réunion des secrétaires de section du  
Parti Socialiste

A Paris, le 31/01/2010